



LA TROMPETTE

## Le gouvernement britannique a espionné ceux qui se sont opposés aux confinements

• [01/02/2023](#)

Le 29 janvier, *Big Brother Watch* a publié une enquête exposant le gouvernement du Royaume-Uni pour avoir espionné des politiciens et des journalistes de haut niveau qui s'opposaient à la réponse du gouvernement à la pandémie. Ces unités gouvernementales étaient prétendument destinées à contrer la désinformation et la mésinformation.

La 77<sup>e</sup> brigade de l'armée, en particulier, devait cibler les puissances étrangères. Cependant, un dénonciateur qui a travaillé pour la brigade pendant le confinement a révélé qu'ils ont à plusieurs reprises dépassé leur sphère d'action en signalant des messages sur les réseaux sociaux de citoyens britanniques. L'armée britannique s'en est prise à son propre peuple.

### Principales conclusions :

- Des hommes politiques de premier plan, comme le chef du Parti travailliste, Sir Keir Starmer, et le porte-parole du Parti conservateur, David Davis, ont vu leurs commentaires critiques à l'égard du gouvernement enregistrés et suivis par des unités chargées de contrer les fausses nouvelles.
- Des journalistes comme Peter Hitchens et Julia Hartley-Brewer ont également fait l'objet d'un suivi de leurs commentaires, et il y aurait eu des instances de bannissement furtif de leurs contenus, pour qu'ils atteignent moins de personnes.
- L'unité de lutte contre la désinformation entretenait ce que *Big Brother Watch* a qualifié de « relation spéciale » avec les entreprises de réseaux sociaux, qu'elle utilisait pour faire pression en faveur de la suppression des documents critiquant le gouvernement.

Je suis entré dans ce rôle en croyant que je découvrirais une guerre de l'information étrangère. Au lieu de cela, j'ai découvert que la bannière de la désinformation était un prétexte sous lequel l'armée britannique était déployée pour surveiller et signaler nos propres citoyens inquiets. Il se peut qu'il y ait eu des campagnes sur les réseaux sociaux en provenance de Chine pour promouvoir les politiques de confinement, mais comme nous étions chargés de surveiller les sentiments à l'égard du succès du confinement, nous les aurions complètement manquées.

—Un dénonciateur de la 77<sup>e</sup> Brigade.

**Museler la liberté d'expression** : Ces unités coûteuses sont employées à faire taire les discussions en ligne et les reportages qui critiquent la façon dont le gouvernement britannique a géré la pandémie de la COVID-19. Les fonctionnaires refusent de répondre aux demandes de renseignements sur les raisons pour lesquelles ils signalent certaines plateformes. Ils ne sont donc pas tenus responsables de ce qu'ils choisissent de réduire au silence.

Le gouvernement a utilisé ces renseignements pour étayer ses décisions politiques, comme l'ordonnance de rester à la maison. Des messages ont été supprimés des réseaux sociaux, pas nécessairement parce qu'ils étaient inexacts ou malveillants, mais parce qu'ils ne correspondaient pas au récit approuvé par le gouvernement. Cela devrait alarmer une société à laquelle la loi a promis le droit à la liberté d'expression.

**En savoir plus** : La *Trompette* a écrit sur cette même question aux États-Unis. Lisez «[TwitterGate : Barack Obama contrôle la Silicon Valley](#)».